
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Accord-cadre à bons de commande relatif à l'exécution de travaux d'entretien, de petites et grosses réparations, d'adaptations et modernisations des bâtiments, de nouveaux aménagements ou de créations de volumes pour le Groupement Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan et les sites associés.

LOT 1 à 5

Lot 1 : Revêtement de sols souples - Revêtement mural – Secteur OUEST

**Lot 2 : Plomberie sanitaire - CVC – Secteur MONTCEAU-LES-MINES, LA GUICHE,
TOULON-SUR-ARROUX**

Lot 3 : Plomberie sanitaire - CVC – Secteur AUTUN

Lot 4 : Menuiseries extérieures - CVC – Secteur EST

Lot 5 : Menuiseries extérieures - CVC – Secteur OUEST

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.1 Généralités.....	4
1.2 Durée – délais d'exécution.....	4
1.3 Description des installations.....	4
1.4 Modalités d'exécution.....	4
1.5 Obligation de résultat.....	4
1.6 Objectif de résultat et de qualité.....	5
1.7 Pénalités (applicables par jour et par bon de commande).....	Erreur ! Signet non défini.
2. CONSISTANCE DU PATRIMOINE ET DES EQUIPEMENTS CONCERNES	5
2.1 Prise de connaissance du patrimoine concerné	5
2.2. Modification des installations par le Pouvoir Adjudicateur.....	5
3. CONTENU DES PRESTATIONS	6
3.1 Allotissement.....	6
3.2 Composition du prix.....	6
3.3 Nature des matériaux et prescriptions de pose	6
Matériaux, composants ou procédés nouveaux.....	7
Pour toutes les familles de produits sous avis technique, il ne pourra être mis en œuvre que des produits titulaires d'un avis technique en cours de validité. L'entrepreneur devra toujours justifier de ces avis techniques.....	7
3.4 Particularités des sites du GHT.....	7
4. PERSONNEL MIS A DISPOSITION	7
4.1 Qualifications du personnel	7
4.2 Vêtement de travail.....	8
4.3 Effectifs et moyens mis en oeuvre.....	8
4.4 Encadrement du personnel du Titulaire.....	8
5 CADRE REGLEMENTAIRE	8
5.1 Références légales et réglementaires	8
5.2 Normes et règlements	8
6 DEVOIR DE CONSEILS ET D'ASSISTANCES.....	9
6.1 Devoir de Conseils	9
6.2 Devoir d'Assistance.....	9
7 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES LIEES A LA PRESENCE D'AMIANTE ET DE PLOMB.....	9
7.1 Risque lié à la présence d'amiante	9
7.2 Risque lié à la présence de plomb	10
8 SUIVI DE LA PRESTATION	10
8.1 Réunion de démarrage	10
8.2 Réunions annuelles de suivi du marché	10

8.3	Contrôles de l'exécution des prestations	11
9	DISPOSITIONS GENERALES A PRENDRE LORS DES INTERVENTIONS.....	11
9.1	Dispositions particulières d'intervention en milieu hospitalier	11
9.2	Protection des ouvrages existants	11
9.3	Réseaux existants.....	12
9.4	Nettoyages et évacuation des matériels remplacés et respect de l'environnement	12
9.5	Stockage sur chantier	13
9.6	Dispositifs et équipements d'interventions	13
9.7	Dépose de l'appareillage existant.....	13
9.8	Plan de prévention	14
9.9	Mesures d'urgence	14
10	DELAIS ET INTERVENTIONS	14
10.1	Délais de remise de devis	14
10.2	Matériaux hors bordereau.....	14
10.3	Main d'œuvre lors de l'exécution de travaux	14
10.4	Délais d'intervention.....	15
10.5	Période de préparation et programme d'exécution des travaux	15
10.6	Délai d'intervention de la Garantie de Parfait Achèvement	15
11	RECEPTION DES TRAVAUX.....	15
12	GARANTIES	16
13	VANDALISME	16
14	VEILLE REGLEMENTAIRE	16

1. OBJET DU MARCHE

1.1 Généralités

Le présent accord-cadre à bons de commande, signé entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, prévoit de répondre aux besoins de l'ensemble des sites qui composent le Groupe Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire - Bresse - Morvan pour la réalisation des travaux d'entretien, de petites et grosses réparations, d'adaptations et de modernisations des bâtiments, de nouveaux aménagements ou de créations de volumes de tous les bâtiments et annexes du Groupe Hospitalier de Territoires et sites associés.

Cet accord-cadre ne concerne que les lots 1 à 5 détaillés ci-dessous :

Secteur EST : bassin Chalon, Sevrey, Chagny, Louhans, Epinac, Couches,
Secteur OUEST : bassin Montceau-les-Mines, Autun, La Guiche, Toulon sur Arroux

- Lot 1 : Revêtement de sol souples – Revêtement mural – Secteur OUEST
- Lot 2 : Plomberie sanitaire – CVC – Secteur MONTCEAU-LES-MINES, LA GUICHE, TOULON-SUR-ARROUX
- Lot 3 : Plomberie sanitaire – CVC – Secteur AUTUN
- Lot 4 : Menuiseries extérieures – Secteur EST
- Lot 5 : Menuiseries extérieures – Secteur OUEST

L'exécution de l'accord-cadre est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent CCTP et ses annexes, définissant les principales prestations à réaliser. Les entreprises pourront être également sollicitées pour des opérations de travaux avec maîtrise d'œuvre ; dans ce cas, les prescriptions de ce dernier prévaudront.

Il est expressément précisé que le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) est énumératif et non limitatif ; il énumère des prestations que sont en droit d'attendre les adhérents du groupement de commandes en termes de garantie de résultats, et non les travaux préparatoires à ces prestations, ni les diverses sujétions qui en découlent, pour mener l'exécution à bonne fin et remplir la garantie de résultat exigée. Le titulaire devra donc mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'obtention de la garantie de résultat.

Ces prestations doivent permettre de garantir aux adhérents du groupement de commandes la pérennité de ses ouvrages. Dans cet esprit, chacune des parties s'engage à faciliter l'action de l'autre partie, par tous les moyens en sa possession et au minimum par les engagements pris dans les articles ci-après.

1.2 Durée – délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre est indiquée à l'article 6 du CCAP.

1.3 Description des installations

Cet accord-cadre est attribué en marché unique sur l'ensemble des bâtiments du **Groupe Hospitalier de Territoire Saône-et-Loire – Bresse – Morvan, tous les locaux** en propriété ou location actuelles ou à venir, répartis en 2 secteurs.

1.4 Modalités d'exécution

Le titulaire assurera sous sa responsabilité et à sa charge les prestations décrites ci-dessous, ainsi que, le cas échéant, celles prévues par la réglementation et les règles de l'art :

- la remise en état suite à toute dégradation consécutive à une intervention de son personnel ;
- les essais vérifiant le bon fonctionnement des installations compris autocontrôle pendant la phase travaux ;
- la tenue des documents réglementaires et contractuels ;
- l'établissement des rapports et comptes rendus ;
- la coordination, le suivi, le contrôle et l'optimisation des interventions de ses agents, des sous-traitants et la gestion du personnel ;
- l'assistance et la coordination avec le pouvoir adjudicateur et les occupants.

1.5 Obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat quant aux interventions réalisées par ses soins et à la pérennité des ouvrages objet du présent CCTP.

En réponse à ces obligations contractuelles, le titulaire doit fournir une proposition technique adaptée et ensuite mettre en place une organisation professionnelle et solide.

Il suffira au commanditaire du GHT de constater que le titulaire n'a pas atteint les résultats sur lesquels il s'est engagé sauf en cas de force majeure, pour recourir à des pénalités pour dépassement de délai jusqu'à ce que l'obligation de résultat soit atteinte. Seule la réception sans réserves de l'adhérent du groupement de commandes met fin à l'exécution des travaux et enclenche la Garantie de Parfait Achèvement.

1.6 Objectif de résultat et de qualité

- à garantir la continuité de service ;
- à garantir la satisfaction des occupants par la qualité des prestations ;
- à garantir le maintien, la durabilité et les performances de fonctionnement des installations à un niveau optimal proche des performances initiales ;
- à garantir des prestations globales comprenant l'installation de chantier, les protections de chantier, toutes sujétions afférentes au bon fonctionnement/à la bonne utilisation/à l'esthétique des ouvrages exécutés ;
- à garantir le parfait nettoyage en fin de journée et en fin de chantier ;
- etc.

2. CONSISTANCE DU PATRIMOINE ET DES EQUIPEMENTS CONCERNES

2.1 Prise de connaissance du patrimoine concerné

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de la composition du patrimoine du GHT, concerné par le présent CCTP, et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Il reconnaît notamment :

- Avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des prestations objet du marché, ainsi que des sites, sur la base de la liste du patrimoine fournie dans **l'Annexe 1 : Liste des bâtiments du GHT** au CCTP ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution du marché et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités, avoir contrôlé toutes les indications des documents du marché, notamment par le bordereau des prix unitaires, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, et s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès du pouvoir adjudicateur ;
- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux d'exécution des ouvrages, objet du présent programme, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives au lieu des travaux, aux aspects des abords, aux difficultés d'accès, aux conditions de protection nécessitées par le maintien des lieux en activité ;
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité tant pour ses propres ouvrages que pour les ouvrages des autres corps d'état.

Par la liste non exhaustive ci-dessus, le titulaire de l'accord-cadre ne pourra jamais prétendre à une revalorisation financière des prestations par manque de connaissance quelle qu'elle soit.

2.2. Modification des installations par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer toute extension ou modification d'installation par le personnel ou l'entreprise qualifiée de son choix.

Le patrimoine peut évoluer au cours du contrat (vente, modifications techniques, réhabilitations, démolitions, constructions nouvelles, etc.). A chaque évolution, un avenant au contrat sera établi.

Cet avenant précisera notamment :

- Le bâtiment concerné ;
- La nature de l'occupation et la surface au sol ;
- La date d'effet de la modification.

Un désaccord notifié par lettre recommandée, peut entraîner la remise en cause de l'accord-cadre et éventuellement sa résiliation avant la date d'expiration normale, sans indemnité de préjudice.

3. CONTENU DES PRESTATIONS

3.1 Allotissement

Le présent accord-cadre est alloté en 5 lots, les qualifications demandées le sont à titre indicatif et peuvent être substituées par une expérience équivalente, néanmoins toute expérience sera examinée avec attention. L'effectif souhaité est un effectif minimum pour toute la durée de l'accord-cadre ceci afin de répondre aux sollicitations simultanées.

Allotissement	Qualifications Qualibat recommandées	Nombre de personnes
1 – Revêtement de sols souples et revêtement mural – Secteur OUEST	6112 – 6142 – 6252 – 6121 – 6222 – 6223 – 6254 – 6261 – 6233 – 6262 – 6253	3
2 – Plomberie sanitaire – CVC – Secteur MONTCEAU-LES-MINES, LA GUICHE, TOULON-SUR-ARROUX	5112 – 5113 – 5121 – 5122 – 5141 – 5142 – 5213 – 5251 – 5271 – 5311 – 5312 – 5321 – 5322	3
3 – Plomberie sanitaire – CVC – Secteur AUTUN	5112 – 5113 – 5121 – 5122 – 5141 – 5142 – 5213 – 5251 – 5271 – 5311 – 5312 – 5321 – 5322	3
4 – Menuiseries extérieures – Secteur EST	3512 – 3522 – 3541 – 4511 – 4542	3
5 – Menuiseries extérieures – Secteur OUEST	3512 – 3522 – 3541 – 4511 – 4542	3

3.2 Composition du prix

Le représentant de l'adhérent du groupement de commandes veillera à la stricte application du présent article, le titulaire ne pourra être amené à y déroger.

Toutes les prestations incluses au Bordereau de Prix comprennent :

- Le coût de la main d'œuvre ;
- Le coût des déplacements ;
- La protection du mobilier en place si nécessaire ;
- La création d'un confinement de chantier ;
- Le nettoyage de chantier après chaque intervention ou à la fin de chaque jour d'intervention.

Seules les prestations non incluses au Bordereau de Prix devront faire la distinction entre la fourniture et la main d'œuvre. Les factures d'achat des fournitures devront dans ce cas obligatoirement être transmises à l'adhérent du groupement de commandes, la bonne application du coefficient de majoration K fera l'objet d'une vérification systématique de la part de l'adhérent du groupement de commandes.

3.3 Nature des matériaux et prescriptions de pose

Les matériaux devront répondre aux spécifications suivantes :

Conformité aux normes NF et NF EN

Le titulaire ne pourra mettre en œuvre que des matériaux, des matériels et des fournitures répondant aux normes NF et NF EN. Pour toutes les familles de produits sous avis technique, il ne pourra être mis en œuvre que des produits titulaires d'un avis technique en cours de validité. Le titulaire devra toujours justifier de ces avis techniques.

Conformité aux DTU

Pour tous les matériaux, matériels et fournitures traités dans les DTU, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant aux conditions et prescriptions de ces DTU.

Produits ayant fait l'objet d'une certification

Pour ces fournitures, le titulaire ne pourra mettre en œuvre que des produits titulaires de cette certification, selon le Guide des produits certifiés pour le bâtiment, dernière édition parue. Le titulaire devra toujours justifier de ses certifications.

Matériaux, composants ou procédés nouveaux

Pour toutes les familles de produits sous avis technique, il ne pourra être mis en œuvre que des produits titulaires d'un avis technique en cours de validité. Le titulaire devra toujours justifier de ces avis techniques.

Traversée de parois

Toutes les canalisations traversant murs, cloisons ou planchers devront être protégées par des fourreaux ou tube de dimensions appropriées. La traversée de parois ne doit en aucun cas compromettre le degré coupe-feu de ces dernières, le bouchement et la parfaite finition de ces travaux est à la charge du lot ayant opéré les travaux. Cette prestation ne peut faire l'objet d'une prestation supplémentaire rémunérée. Le titulaire prévoira la préparation des supports, les scellements, rebouchages et calfeutrements seront effectués avec des matériaux de même nature.

Protection des abords

Le titulaire prévoira la préparation de la zone d'intervention et mettra en place tous les moyens nécessaires pour assurer la protection des biens et des personnes suivant les différentes prescriptions qui lui seront imposées par le pouvoir adjudicateur (exemple : protection du mobilier, mise en place d'un confinement par bâche en polyane autour de la zone de travail, etc.).

Hygiène et sécurité

Les produits devront être bactériostatiques pour prévenir de l'incrustation des germes et de la poussière et avoir une résistance chimique suffisante face aux divers produits utilisés en milieu hospitaliers. Le titulaire assurera la mise en place de ses ouvrages, leur réglage et leur calage.

Le titulaire respectera impérativement les recommandations S.H.H. transmises par le représentant de l'adhérent du groupement de commandes. L'ensemble des mesures seront à la charge du titulaire.

Dépose des existants

Le titulaire fera son affaire de tous les équipements existants et prévoira en conséquence la dépose, repose et réglage si nécessaire (radiateurs, appareillages électriques, mains courantes, distributeurs sanitaires, etc.).

3.4 Particularités des sites du GHT

L'attention du titulaire est attirée par le fait que les bâtiments concernés se trouvent sur un site occupé. Toutes dispositions seront prises pour ne pas perturber le fonctionnement des services de soins.

Tout intervenant devra quotidiennement se présenter au Responsable du Service Technique des différents sites.

Tout intervenant devra également se présenter le cas échéant au cadre de service concernant les zones de travail du jour.

L'accès des véhicules de l'entrepreneur sur le parking ne devra perturber en rien l'accès des personnels et visiteurs durant toute la durée de l'intervention.

Le stationnement est strictement interdit dans les zones de logistique. Toutefois la livraison des fournitures et matériaux pourra y être envisageable et soumise à l'accord de l'adhérent du groupement de commandes.

4. PERSONNEL MIS A DISPOSITION

4.1 Qualifications du personnel

En vue de permettre la réalisation des prestations contractuelles, le titulaire s'engage à mettre à disposition en permanence les compétences et les moyens humains et matériels nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Les opérations seront effectuées par du personnel compétent ayant reçu les instructions ainsi que les outils, les équipements et la formation nécessaires en conformité avec les réglementations concernant la santé et la sécurité du travail.

D'une façon générale, le titulaire respectera scrupuleusement toutes les obligations légales et réglementaires en matière d'hygiène, de santé, de sécurité et de droit du travail pour son personnel.

Le personnel mis à disposition devra obligatoirement être porteur d'un insigne visible d'appartenance à l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

De plus, les équipes d'intervention du titulaire doivent posséder des compétences parfaitement adaptées aux installations et le titulaire s'engage de ce fait à n'utiliser que du personnel qualifié et formé.

4.2 Vêtement de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, et éventuellement de protection et de chaussures de sécurité. Les vêtements portés par tous les agents en activité devront faire apparaître en permanence le sigle de leur entreprise.

De même, le personnel d'encadrement devra être en mesure de justifier son appartenance à l'entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel doit obligatoirement être muni de sa carte professionnelle.

4.3 Effectifs et moyens mis en oeuvre

Le titulaire est tenu, d'une part, de maintenir en tous temps un nombre suffisant d'ouvriers (voir article 3.1 du présent CCTP) et d'agents qualifiés sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, et d'autre part, de s'être organisé avec le représentant de l'adhérent du groupement de commandes pour accéder aux ouvrages concernés par le présent CCTP si cela est nécessaire.

Il est tenu d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisants de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les bâtiments de l'adhérent du groupement de commandes.

L'adhérent du groupement de commandes se réserve la possibilité d'interdire l'accès des sites à tout personnel qu'il jugerait indésirable, notamment du fait de sa tenue ou de sa conduite.

Tout agent qui donnerait lieu à des plaintes graves et justifiées par manque d'égard ou de politesse envers le personnel de l'adhérent du groupement de commandes pourra être évincé sur simple demande de l'adhérent du groupement de commandes sans que le titulaire puisse prétendre au versement de quelque indemnité que ce soit.

4.4 Encadrement du personnel du titulaire

Le titulaire devra obligatoirement affecter en permanence au chantier, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du présent marché.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces et il devra se rendre aux convocations de l'adhérent du groupement de commandes.

5 CADRE REGLEMENTAIRE

5.1 Références légales et réglementaires

Les dispositions techniques générales qui doivent être appliquées par le titulaire pour l'exécution des prestations sont celles prévues :

- Par le Code de la construction et de l'habitation notamment :
 - La conformité par rapport aux règles de sécurité et de protection contre l'incendie applicable dans les Etablissements recevant du public (E.R.P.) ;
 - La conformité par rapport aux règles d'accessibilité aux personnes en situation d'handicap applicable dans les Etablissements recevant du public (E.R.P.).
- Par le Code de la Santé Publique notamment :
 - La conformité par rapport aux règles sanitaires et d'hygiène.
- Par le Code de l'Environnement notamment :
 - Les dispositions générales relatives à la prévention et à la gestion des déchets, et le cas échéant, les installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette énumération de la réglementation n'est donnée qu'à titre d'information. Elle ne peut constituer une énumération limitative, l'entrepreneur devant se référer à tous les règlements, lois, etc. afférents à sa spécialité et également aux travaux autres qu'il lui sont imposés.

5.2 Normes et règlements

Le titulaire réalisera l'ensemble de sa mission conformément aux règles de l'art, normes et règlements français en vigueur, et aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) applicables.

6 DEVOIR DE CONSEILS ET D'ASSISTANCES

Le titulaire a une obligation de conseil et doit informer l'adhérent du groupement de commandes de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer sa prestation.

6.1 Devoir de Conseils

Le titulaire doit :

- Signaler à l'adhérent du groupement de commandes, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des ouvrages ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas porté remède ;
- Signaler les points de non-conformité rencontrés et les aménagements qu'il serait souhaitable d'exécuter pour les optimiser ;
- Avertir l'adhérent du groupement de commandes de toute modification de la réglementation concernant les ouvrages objet du contrat ;
- Conseiller l'adhérent du groupement de commandes sur les incidences techniques et financières résultant de toute modification de ceux-ci ;
- Conseiller l'adhérent du groupement de commandes sur tout autre point ayant une incidence sur les ouvrages et installations associées ;
- Proposer la solution technique la plus adaptée au problème rencontré.

6.2 Devoir d'Assistance

Le titulaire doit une assistance à l'adhérent du groupement de commandes, entre autres :

- Par téléphone ou lors de réunions provoquées par l'adhérent du groupement de commandes pour tout complément d'information, ;
- Pour tout essai, contrôle, visite relatifs aux équipements concernés par le présent contrat ;
- En communiquant des éléments nécessaires à la préparation du budget de l'exercice suivant pour les prestations comprises au forfait ;
- Lors de l'étude et de la mise en conformité imposée par l'évolution éventuelle de la réglementation ;
- Pour l'amélioration des performances ou de la fiabilité des ouvrages objet du présent CCTP.

7 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES LIEES A LA PRESENCE D'AMIANTE ET DE PLOMB

7.1 Risque lié à la présence d'amiante

Pour les bâtiments dont le permis de construire est antérieur au 1^{er} juillet 1997, l'adhérent du groupement de commandes mettra à disposition du titulaire le dossier technique « amiante » (D.T.A.) des bâtiments concernés ou effectuera en cas d'incomplétude de ce dernier, les Rapport Amiante Avant Travaux.

La mise à disposition d'un dossier technique amiante ne dispense pas le titulaire de ses obligations prévues par le décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié, et en particulier de procéder à l'évaluation des risques d'exposition à l'amiante. Au titre de cette évaluation, le titulaire s'engage à signaler tout risque d'exposition à l'amiante pour les autres intervenants du chantier, les occupants des bâtiments, et l'environnement du chantier. Dès lors, le titulaire aura pour obligation de prévenir dans les plus brefs délais l'adhérent du groupement de commandes et stopper momentanément le chantier. Attention, l'utilisation abusive de cet article pourra entraîner des pénalités pour dépassement de délai.

En cas de présence de matériaux ou produits contenant ou étant susceptibles de contenir de l'amiante, toutes les précautions seront prises par le titulaire pour que la mise en œuvre de travaux sur supports amiantés ne présente aucun risque pour la santé des occupants et des personnes chargées de l'exécution de ces travaux.

Ainsi, le titulaire devra fournir les attestations de compétences des travailleurs affectés au chantier (l'encadrement technique, l'encadrement du chantier et les salariés intervenants), ainsi que les dates de validité de leur formation concernant les travaux sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante (sous-section 4 du décret 2012-639 du 4 mai 2012).

En cas de doute sur la présence d'amiante, le titulaire devra prendre en compte le risque amiante et choisir des modes opératoires limitant les émissions potentielles de fibres d'amiante, en appliquant des processus d'intervention conformes aux prescriptions de son Document Unique d'Évaluation des Risques.

En cas de mise en évidence par le titulaire de produits et matériaux contenant de l'amiante, conformément à l'article R. 4412-107 du Code du travail, le titulaire devra faire remonter l'information à l'adhérent du groupement de commandes. Une liste des dossiers « amiante » sera mise à disposition du titulaire à la date de lancement de cette consultation.

7.2 Risque lié à la présence de plomb

Dans le cas des bâtiments construits avant le 1^{er} janvier 1949, les revêtements des parois peuvent contenir du plomb ou d'autres métaux lourds présents dans d'anciennes peintures.

Pour lui permettre de mener son évaluation de risques, l'adhérent du groupement de commandes remettra au titulaire les CREP éventuellement réalisés dans les bâtiments quand ceux-ci ont été réalisés (articles L. 1334-8 et 9 du Code de la Santé Publique).

En cas de doute, le titulaire prend toutes précautions pour ne pas diffuser des poussières de peintures anciennes dans les locaux d'habitation.

Toutes les précautions seront prises par le titulaire pour que la mise en œuvre de travaux sur supports contenant du plomb ne présente aucun risque pour la santé des occupants et des personnes chargées de l'exécution de ces travaux. Le choix de la technique et des mesures de prévention doit tenir compte de l'occupation des locaux dans le respect des principes généraux de prévention.

8 SUIVI DE LA PRESTATION

8.1 Réunion de démarrage

Avant le début des prestations et au plus tard dans le mois qui suit la notification du présent accord-cadre, une réunion préparatoire sera programmée par l'adhérent du groupement de commandes.

Cette réunion se tient sur convocation du représentant de l'adhérent du groupement de commandes.

Les objectifs de cette réunion sont :

- Présentation de l'adhérent du groupement de commandes au titulaire ;
- Rappels des objectifs de l'accord-cadre ;
- Précisions sur les délais ;
- Qualité des documents à rendre ;
- Mode de fonctionnement sur le terrain ;
- Mode de fonctionnement sur les commandes, la facturation, etc. ;
- Examen de la liste des sites et ouvrages concernés par le marché ;
- Présentation par le titulaire des moyens d'exécution du marché ;
- Définition, pour chaque site, des intervenants et des représentants de l'adhérent du groupement de commandes, et de leurs coordonnées ;
- Définition du planning des réunions périodiques de suivi de l'accord-cadre.

Lieu de réunion : Locaux de l'adhérent du groupement de commandes.

A l'issue de cette réunion, le titulaire établira un compte rendu, qui devra être diffusé à l'adhérent du groupement de commandes.

8.2 Réunions annuelles de suivi de l'accord-cadre

Les objectifs de ces réunions sont :

- Présentation par le titulaire de l'état d'avancement dans l'exécution des prestations, à partir des supports définis ;
- Présentation par le titulaire des principales difficultés rencontrées ;
- Présentation par le représentant de l'adhérent du groupement de commandes des principales difficultés rencontrées ;
- Synthèse des adaptations à mettre en œuvre pour résoudre ces difficultés.

Les personnes suivantes devront impérativement participer à cette réunion :

- Représentant de l'adhérent du groupement de commandes,
- Chef de projet du titulaire.

Lieu de ces réunions : Locaux de l'adhérent du groupement de commandes, où tout autre lieu après accord du représentant de l'adhérent du groupement de commandes.

Le titulaire établira un compte rendu de réunion qui devra être diffusé au représentant de l'adhérent du groupement de commandes.

8.3 Contrôles de l'exécution des prestations

L'adhérent du groupement de commandes se réserve le droit de faire effectuer à tout moment, par un tiers (bureau de contrôle, expert, etc.) choisi et rémunéré par ses soins, les contrôles réglementaires ainsi que tout contrôle supplémentaire qu'il jugerait nécessaire, concernant notamment l'aspect qualitatif et/ou quantitatif de la prestation exécutée.

En conséquence, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à être représenté, sans rémunération supplémentaire, lors de ces visites et à apporter son concours et mettre en place les moyens appropriés pour faciliter la réalisation de ces essais et vérifications. Son absence est sanctionnée selon les modalités prévues à l'accord-cadre.

Si ces vérifications révélaient que l'intervention a mal été effectuée, conformément aux prescriptions du présent accord-cadre, ces manquements entraîneraient l'application des pénalités prévues à l'accord-cadre, les frais nécessaires à la mise en place de nouvelles visites de contrôle seront dans ce cas à la charge du titulaire de l'accord-cadre. Aussi, le l'accord-cadre pourra être résilié.

9 DISPOSITIONS GENERALES A PRENDRE LORS DES INTERVENTIONS

9.1 Dispositions particulières d'intervention en milieu hospitalier

Le titulaire est tenu de se référer aux dispositions particulières d'intervention en vue de lutter contre les infections nosocomiales selon les directives de l'S.H.H. (Service d'Hygiène Hospitalière).

Les dispositions principales à prendre sont notamment les suivantes :

- Mise en place impérative de mesures pour protéger les patients vis-à-vis de tout empoussièrement issus des travaux ;
- Réduction de l'émission de poussières par l'utilisation de matériels de perçage, ponçage munis d'une aspiration à filtre absolu et par l'utilisation de tapis captant la poussière à l'entrée et à la sortie des accès chantier ;
- La dépose éventuelle de dalles de faux-plafond sera faite avec précaution de propreté et de manipulation. La zone de dépose sera limitée aux nécessités de l'intervention. Le repositionnement des dalles doit être effectué immédiatement après le passage des câbles ou réseaux divers ;
- Confinement de la poussière à l'aide de polyane ou de tout autre moyen efficace. Le choix du confinement sera mis en place en fonction du type de travaux et de la localisation des travaux, il devra être maintenu en parfait état jusqu'à la fin des travaux. **La mise en place d'un confinement est à la charge du titulaire des travaux et est compris dans le prix unitaire de chaque prestation.**
- Les nuisances sonores devront être limitées aux heures de repas des patients et d'ordre général, Pour des raisons liées à l'activité des soins ou lors d'utilisation de matériel bruyant, des plages horaires d'intervention pourront être organisées afin de permettre le bon déroulement des travaux. L'emploi d'équipement trop bruyant pourra être refusé.

Avant toute intervention, le titulaire devra avoir pris connaissance des recommandations émises par le S.H.H. et l'adhérent du groupement de commandes transmises pour chaque chantier les sensibilisant à l'importance des mesures préventives destinées à réduire le risque d'infections liés aux travaux.

Le non-respect des règles d'hygiène sur les modalités d'intervention, définies par le S.H.H. transmises par l'adhérent du groupement de commandes avant chaque chantier, pourra valoir l'arrêt du chantier par le président du CLIN (Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales) ou un membre du S.H.H. jusqu'à réajustement du titulaire.

Le non-respect répété pourra valoir la non reconduction de l'accord-cadre pour motif de défaillance du titulaire.

9.2 Protection des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux, dans les existants, le titulaire doit prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Le cas échéant un balisage de la zone de chantier sera réalisé.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés les interventions que pour ceux utilisés pour le passage des intervenants du titulaire.

Doivent particulièrement être protégés :

- Les revêtements de sols ;
- Les revêtements muraux ;
- Les plafonds et les faux plafonds ;
- Les escaliers ;
- Les ouvrages en bois apparent, le cas échéant ;
- Les appareils électriques ;
- Les matériels divers, propriété de l'adhérent du groupement de commandes.

Selon la nature des travaux à réaliser, il doit être mis en place tous les dispositifs nécessaires. Ces protections sont fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants. Elles peuvent être, selon le cas, des bâches de protection, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs qui s'avéreront nécessaires.

Pour rappel, la mise en place des protections nécessaires est à la charge du titulaire, il ne pourra être fait de demande supplémentaire à l'adhérent du groupement de commandes.

En tout état de cause, les dispositions à prendre doivent être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition en début de travaux. Dans le cas contraire, le titulaire aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avèreraient nécessaires.

9.3 Réseaux existants

L'adhérent du groupement de commandes remettra au titulaire, à titre indicatif, un plan des réseaux (tous fluides confondus), dans la mesure où ce plan existe.

Le titulaire devra procéder au contrôle de ce plan, et matérialiser sur le terrain des différents tracés.

En l'absence de plan des réseaux, le titulaire sera tenu de prendre toutes dispositions pour connaître les réseaux, et leurs tracés. Le titulaire établira alors un plan de ces réseaux, et il matérialisera les différents tracés sur le terrain, ce plan sera à remettre en fin d'exécution des travaux au format DWG.

Dans ces conditions et sans remise de ces plans, l'adhérent du groupement de commandes pourra refuser la réception définitive des travaux, toute réception intermédiaire réalisée en amont deviendra alors caduque.

Le titulaire prendra les précautions nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux installations des réseaux souterrains, aériens, etc. (liste non exhaustive) de toute nature. La méconnaissance desdits réseaux ne pourra être avancé ; ainsi, le titulaire supportera à lui seul toute la charge financière des travaux de réparation à réaliser.

Concernant les Demandes de Travaux sur des réseaux de concessionnaire, le titulaire devra impérativement solliciter l'adhérent du groupement de commandes afin qu'il puisse saisir les organismes compétents et fournir le numéro de déclaration DT pour la réalisation du DICT.

Toutes les coupures momentanées des réseaux se feront uniquement avec l'accord de l'adhérent du groupement de commandes. Dans le cas contraire, l'adhérent du groupement de commandes pourra prétendre à une compensation financière au titre de perte d'exploitation.

Les coupures des réseaux devront être programmées avec l'adhérent du groupement de commandes afin de permettre la diffusion d'une note d'information au personnel des différents sites 15 minimum avant ladite coupure.

9.4 Nettoyages et évacuation des matériels remplacés et respect de l'environnement

Il est précisé que :

- Les lieux d'intervention doivent toujours être maintenus en parfait état de propreté et le titulaire doit prendre toutes dispositions utiles à ce sujet ;
- Les déchets doivent toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure et au minimum tous les soirs ;
- Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions appropriées au traitement des rejets, effluents ou nuisances de produits directement ou indirectement liés à ses activités, pouvant nuire à l'environnement ;
- En fin de travaux, le titulaire doit enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages nécessaires dans tous les locaux touchés par les travaux, de même que dans ceux utilisés pour le passage des intervenants, les approvisionnements et l'enlèvement des gravats ;
- Le titulaire de l'accord-cadre a l'obligation d'une part, d'évacuer tous les matériels changés, aucun stockage ne sera admis dans les locaux de l'établissement, et d'autre part, de recycler les déchets produits, notamment en ce qui concerne le matériel électrique et ce conformément aux mesures DEEE du 15 novembre 2006. Ceci concerne également les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les graisses, les huiles, les têtes de détection et les batteries ;

- Le titulaire s'engage à fournir les bordereaux du traitement correspondant dans un délai de 4 semaines, quand des éliminations particulières seront nécessaires, ainsi qu'à chaque élimination, des matériaux ou matériels déposés ayant une influence sur la santé et sur l'environnement.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations découlant des prescriptions concernant les nettoyages, l'adhérent du groupement de commandes fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du titulaire, aux frais de ce dernier.

Pour les interventions en parties communes ou locaux tertiaire, les nettoyages devront être particulièrement soignés. Ils seront à réaliser dès finition des interventions journalières dans un local.

L'évacuation dans les conteneurs de l'adhérent du groupement de commandes ou toutes poubelles publiques sera considérée comme une faute.

En cas de non respect de ces procédures, le titulaire sera soumis à une pénalité par chaque déchet retrouvé. Le non-respect répété pourra valoir la non reconduction de l'accord-cadre pour motif de défaillance du titulaire.

9.5 Stockage sur chantier

Dans le cadre de cet accord-cadre, aucun lieu de stockage n'est prévu, le titulaire procédera à l'amener de ses matériaux et matériels en flux tendu. En cas de stricte dérogation et pour des opérations spécifiques, des emplacements de stockage seront mis à disposition si nécessaire à un ou plusieurs endroits déterminés en accord avec l'adhérent du groupement de commandes.

Le titulaire reste responsable de ses stocks, toute disparition de matériels pendant les heures de fermeture des chantiers reste sous l'unique responsabilité du titulaire.

9.6 Dispositifs et équipements d'interventions

Le titulaire s'engage à mettre en place les équipements ou dispositifs suivants et à ce que, le cas échéant, son personnel utilisant certains dispositifs d'intervention (échafaudage, etc.) ait reçu une formation appropriée :

- outillage et équipements de manutention ;
- moyens d'accès (échelles, échafaudages, gazelles plate-forme, etc.) ;
- protections, balisage et signalétique des zones d'intervention ;
- outils spéciaux à se procurer auprès des constructeurs ou des installateurs ;
- outillage et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Le titulaire a également à sa charge :

- la mise en place de toutes les protections et dispositifs de sécurité réglementaires, nécessaires à l'intervention de son personnel et à la protection des occupants ;
- la mise en place d'un confinement à la demande du représentant de l'adhérent du groupement de commandes ;
- la mise en place des mesures (type confinement) nécessaires au respect des recommandation du service d'Hygiène (SHH) ;
- les engins de toutes natures nécessaires à l'exécution complète de ses travaux (ils seront sous son entière responsabilité) ;
- l'enlèvement et évacuation des matériels, des gravois ainsi que le nettoyage correspondant.

Tous les matériels et produits laissés dans les locaux sont sous l'entière responsabilité du titulaire.

9.7 Dépose de l'appareillage existant

La prestation « dépose appareillage existant » comprend toutes les opérations pour la suppression et l'évacuation du matériel en place pour les corps d'état concernés.

Elle comprend entre autre le démontage de l'appareillage, des câbles et canalisations jusqu'au point de raccordement, l'enlèvement des chevilles, des supports quelconques, le rebouchage de tous les percements et traversées de murs ou dallage et l'enlèvement des gravats.

Pour des raisons liées à l'activité des soins ou lors de l'utilisation de matériel bruyant, des plages horaires d'interventions pourront être imposées afin de permettre le bon déroulement des travaux, notamment pour les coupures d'eau et d'électricité.

Dans le cas d'une impossibilité de démontage des câbles et liaisons électriques, ces derniers seront repérés lisiblement afin de mentionner leur état hors service et débranché.

Le matériel en bon état sera remis aux services techniques des différents sites.

9.8 Plan de prévention

Dès le début de la prise d'effet du contrat, le titulaire devra compléter et transmettre à l'adhérent du groupement de commandes un plan de prévention résultant du décret 92.158 du 20 février 1992. Il devra être renouvelé dès qu'une modification, quelle qu'elle soit, le rendra obsolète et ce, à tout moment du déroulement du contrat.

Il devra également être renouvelé tous les ans.

Chaque version sera soumise à l'adhérent du groupement de commandes pour validation.

Le modèle de ce Plan est joint en **Annexe 3 : Plan de Prévention type** du présent CCTP.

Le titulaire sera le seul responsable de la communication auprès de son personnel du plan de prévention et des mesures qui en résultent et de l'application scrupuleuse de ces dernières.

9.9 Mesures d'urgence

Si lors d'une intervention, quelle qu'elle soit, il est constaté l'existence de détériorations ou dysfonctionnements menaçant la sécurité, il est demandé d'y remédier sans délai. Le titulaire devra informer, sans délai, l'adhérent du groupement de commandes des mesures conservatoires prises et de la suite donnée.

10 DELAIS ET INTERVENTIONS

10.1 Délais de remise de devis

Le titulaire s'engage, dans le cadre de son offre, à ne pas excéder un délai de 15 jours calendaires pour la remise d'un devis demandé par l'adhérent du groupement de commandes, ce délai sera rendu contractuel à la notification de l'accord-cadre.

Ce délai démarre le jour suivant la demande de devis de l'adhérent du groupement de commandes qui sera réalisée par mail.

Si il y a lieu, le titulaire bénéficiera d'un délai maximum de 5 jours calendaires pour revoir ou corriger son devis suivant les remarques du représentant de l'adhérent du groupement de commandes.

10.2 Matériaux hors bordereau

Pour les travaux ou fournitures non inclus dans le bordereau et/ou lorsque les fournitures ne sont pas fournies par l'adhérent du groupement de commandes, le coefficient majorateur K sur les prix d'achat H.T. des fournitures est fixé au bordereau de réponse.

Ce coefficient est déterminé par le pourcentage appliqué par le titulaire sur son prix d'achat pour obtenir son prix de vente selon la formule : $P = K \times P_o$

Dans laquelle :

P_o = Prix H.T. de vente du fabricant au titulaire

K = coefficient déterminé par le titulaire (dans le bordereau de prix)

P = prix H.T. facturé par le titulaire à l'adhérent du groupement de commandes émetteur du bon de commande

Si le Titulaire décide de sous-traiter des travaux inclus dans son lot, il ne pourra pas appliquer de coefficient de coefficient sur les prestations sous-traitées.

Ces prix H.T. seront établis sur justificatifs, factures d'achat pour les fournitures d'un montant unitaire supérieur à 15 € HT, par le titulaire et acceptés par l'adhérent du groupement de commandes ou son représentant.

10.3 Main d'œuvre lors de l'exécution de travaux

Pour les **travaux hors bordereau**, le coût horaire de la main d'œuvre du titulaire fixé au bordereau de réponse, le règlement s'effectuera sur la base suivante :

- Heures normales du lundi au samedi de 6h00 à 21h00 ;
- Heures de nuit du lundi au samedi de 21h00 à 6h00 ;
- Heures de dimanche et jours fériés.

Pour les **travaux inclus dans le bordereau**, le règlement s'effectuera sur la base d'une majoration en % des différentes prestations, uniquement pour les travaux de nuit, le dimanche ou les jours fériés, suivant les horaires ci-dessous :

- Heures normales du lundi au samedi de 6h00 à 21h00 ;
- Heures de nuit du lundi au samedi de 21h00 à 6h00 ;

- Heures de dimanche et jours fériés.

Les travaux de nuit, le dimanche ou les jours fériés seront subordonnés à la décision de l'adhérent du groupement de commandes pour des motifs techniques ou pour répondre aux besoins de l'activité des différents établissements.

10.4 Délais d'intervention

Dans le cadre de sa remise d'offre, le titulaire s'engage à démarrer l'intervention dans un délai maximum de 30 jours calendaires à réception du bon de commande, le délai comprend l'approvisionnement en fourniture du titulaire.

Ce délai contractuel démarrera à la réception du bon de commande par le titulaire, celui-ci valant Ordre de Service de Démarrage des prestations.

Le bon de commande précise le délai d'exécution des travaux. Le titulaire dispose d'un délai de 48 heures à réception du bon de commande pour faire connaître s'il est dans l'impossibilité de respecter les délais indiqués. En cas de non-réponse de sa part, le délai fixé est considéré comme accepté.

Le titulaire ne peut refuser la demande de l'adhérent du groupement de commandes de réaliser les travaux de nuit et les jours fériés.

Dans le cas où le titulaire serait retardé dans l'exécution de ses travaux par un autre corps d'état ou toute autre cause extérieure à son entreprise, il doit le signaler par écrit au représentant de l'adhérent du groupement de commandes dans les 3 jours calendaires à compter de la date à laquelle est apparue cette cause extérieure. Passé ce délai, il n'est plus fondé à élever des réclamations et les pénalités de retard prévues au CCAP lui sont entièrement applicables.

10.5 Période de préparation et programme d'exécution des travaux

Si nécessaire, le bon de commande valant Ordre de Service fixera le délai de la période de préparation. Cette dernière sera comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Il est procédé, au cours de cette période, par le titulaire, aux opérations énoncées ci-après :

- L'établissement et la présentation au visa du représentant de l'adhérent du groupement de commandes, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et ouvrages provisoires ;
- L'établissement et la présentation au visa du représentant de l'adhérent du groupement de commandes, des plans d'exécution, des notes de calculs et des études nécessaires au bon déroulement des travaux ;
- L'établissement du plan de sécurité et d'hygiène.

L'adhérent du groupement de commandes dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour émettre un avis sur les documents transmis par le titulaire ; passé ce délai, l'approbation est considérée comme tacite.

La coordination des travaux est assurée par le représentant de l'adhérent du groupement de commandes ou tout autre organisme qualifié précisé par ce représentant.

10.6 Délai d'intervention de la Garantie de Parfait Achèvement

En cas d'impact sur la continuité de service de l'adhérent du groupement de commandes par la défaillance des travaux réalisés dans le présent accord-cadre, le titulaire s'engage à intervenir, par simple appel téléphonique ou mail, dans un délai de 24 heures.

Pour toute autre demande d'intervention en rapport avec la garantie de parfait achèvement sans impact sur la continuité de service de l'adhérent du groupement de commandes, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours calendaires pour intervenir.

Les dépassement des délais feront l'objet de pénalités journalières fixées au CCAP.

11 RECEPTION DES TRAVAUX

Les travaux sont réceptionnés au fur et à mesure de leur exécution. La réception marque le point de départ des garanties. Un PV de réception sera dressé entre le titulaire et l'adhérent du groupement de commandes pour chaque bon de commande. La réception sera réalisée sous réserve de la fourniture d'un DOE complet par le titulaire (plans des réseaux, PV CF et PF, recettage, etc.)

Sauf en cas d'acompte, l'attention du titulaire est portée sur le fait que toute facture, sera immédiatement rejetée si la date de la facture est antérieure à la date de réception des travaux ou si le montant facturé est supérieur au montant du bon de commande.

12 GARANTIES

Pour les lots concernés, le titulaire devra assurer la garantie de bon fonctionnement de l'appareillage **sur une période de deux années minimum** après réception. Cette garantie comprend : les pièces, la main d'œuvre et le déplacement. La garantie devra porter sur l'ensemble complet de l'appareillage, dans le cadre d'une utilisation normale. La fourniture des pièces détachées et consommables devra être assurée pendant au minimum 15 ans après la cessation de fabrication du modèle.

13 VANDALISME

Tout acte de vandalisme nécessitant une remise en état ou le remplacement de pièces ou matériels doit être constaté par l'adhérent du groupement de commandes avant intervention. Le montant de cette intervention ne sera pas pris en charge au titre du devis ou de la commande en cours. Un devis est à remettre avant intervention, sur la base du bordereau de prix ou des tarifs unitaires d'intervention définis au contrat.

14 VEILLE REGLEMENTAIRE

Le prestataire assurera une veille réglementaire :

- En tenant à jour la liste de l'ensemble des textes applicables aux prestations concernées par le présent accord-cadre ;
- En avisant l'adhérent du groupement de commandes de tout changement impliquant des modifications de mise en œuvre et /ou d'entretien des ouvrages concernés par le présent CCTP.

Liste des pièces en annexe :

- ANNEXE 1 : Liste des bâtiments du GHT
- ANNEXE 2 : Plans masse des différents sites du GHT
- ANNEXE 3 : Plan de Prévention – modèle type